

que bon nombre de ces dispositions concernant la petite entreprise les avantageront passablement. Je suis persuadé que cette grande ressource canadienne qu'est la petite entreprise bénéficiera des encouragements nécessaires pour jouer convenablement son rôle dans l'économie.

En terminant, monsieur le Président, je tiens à répéter les trois grandes caractéristiques du nouveau budget du ministre des Finances. Tout d'abord, nous avons affaire à un budget élaboré en consultation avec tous les secteurs de l'économie, et surtout le secteur privé, les grandes entreprises, les petites entreprises et tous ceux qui s'intéressent de près au milieu des affaires. Ensuite, vient cette volonté d'accroître la productivité nationale et notre compétitivité. Enfin, on reconnaît que les petites entreprises sont la principale source de dynamisme et de création d'emplois au Canada. J'ajoute à cela, monsieur le Président, que de concert avec d'autres ministres, et surtout le ministre d'État aux Finances (M. MacLaren), je compte poursuivre les consultations avec le secteur des affaires, notamment le secteur de la petite entreprise, pour favoriser la réalisation des projets formulés dans ce budget.

En guise de conclusion, monsieur le Président, je voudrais féliciter le ministre des Finances de nous avoir présenté un budget qui me paraît être sensé, raisonnable et optimiste. Nous avons là un budget optimiste qui dénote une saine planification financière d'une part, et une bonne conscience sociale de l'autre. Cela comprend des programmes et des initiatives qui montrent on ne peut mieux le rôle que le gouvernement peut jouer dans le soutien de la reprise économique que nous constatons en ce moment au Canada. J'ajoute que je désire remercier le ministre des Finances de cette occasion que j'ai de participer au débat à ses tout débuts.

● (1640)

**M. Riis:** Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt le discours du ministre d'État (Petites entreprises) (M. Smith) dans lequel il a vanté les mérites de la petite entreprise. Il a eu raison, je pense, de dire qu'une bonne part des créations d'emplois sur lesquelles nous comptons pour les quelques années qui viennent vont nous être données par les petites entreprises. Il serait peut-être encore plus juste de préciser que la totalité des emplois créés au Canada au cours de la prochaine décennie vont nous être donnés par les petites et moyennes entreprises.

M. John Bullock est président du plus gros peut-être des groupements de petites entreprises du Canada et le démarcheur le plus efficace pour les questions qui les intéressent. Il s'est acquis l'estime du ministre et des petites entreprises en général, grâce à la connaissance qu'il a de leur situation. Comment le ministre explique-t-il que M. Bullock ait dit hier soir que le budget n'allait pas faire créer un seul emploi dans les petites entreprises? Il s'est dit satisfait des petits changements que les petites entreprises réclamaient depuis des années. Le ministre a exposé assez longuement la nature de ces améliorations.

Au plan de la création d'emplois, le plus puissant des groupes de petites entreprises canadiens a déclaré que le budget ne va pas faire créer un seul emploi dans le secteur des petites entreprises. Qu'est-ce que le ministre répond à cela?

### *Le budget—M. Smith*

**M. Smith:** Monsieur le Président, il m'arrive d'être d'accord avec M. Bullock, et il m'arrive aussi de ne pas l'être. M. Bullock a dit plusieurs choses hier soir, qui n'ont pas toutes été reproduites. Certains de ses propos étaient favorables aux mesures budgétaires, et d'autres pas.

Il se trouve que je ne suis pas du même avis. Je trouve que le budget est sensé. En facilitant à beaucoup d'égards l'activité des petites entreprises, il va inévitablement faire créer des emplois.

Si l'on tient compte de ce qu'ont dit dans l'ensemble les représentants des entreprises, l'opinion est assez favorable. En fait, il y a beaucoup de responsables de l'organisme de M. Bullock (la Fédération des entreprises indépendantes) qui ont donné leur avis sur le budget. Si l'on me permet une expression qu'emploie parfois l'opposition, à en croire la totalité de leurs commentaires ils sont dans l'ensemble très positifs et favorables.

**M. Riis:** Est-ce que le ministre voudrait donner son avis sur les \$1,000 que le gouvernement doit maintenant rembourser en guise de dommages-intérêts à la petite entreprise qui gagne un appel sur décision fiscale? Il sait qu'en moyenne, l'appel de décision fiscale coûte de \$2,000 à \$4,000 aux petites entreprises. Pourquoi le gouvernement ne rembourserait-il pas les frais légitimes d'une petite entreprise lorsqu'il est démontré que cette dernière a été parfaitement honnête et que le gouvernement s'est trompé. Au lieu de \$1,000 pourquoi ne pas rembourser une somme plus réaliste?

**M. Smith:** Monsieur le Président, il y a bien des choses que nous voudrions faire, et qui seraient sans doute populaires, mais nous devons tenir compte de nos moyens financiers. A mon avis, c'est déjà un bon début que de modifier les règlements pour permettre aux tribunaux d'accorder le remboursement des frais jusqu'à concurrence de \$1,000. C'est une initiative à laquelle il y a certainement lieu d'applaudir.

**M. Skelly:** Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre au sujet de la petite entreprise. Dans la région que je représente, toutes les petites entreprises ont donné à la Banque fédérale de développement le surnom de «banque fédérale de destruction».

La petite entreprise éprouve énormément de difficultés à participer à la reprise. La Banque a refusé de renégocier des prêts, ce qui aurait abaissé les taux d'intérêt dont certains s'élèvent jusqu'à 21 p. 100. Elle accepterait de descendre jusqu'à 14 ou à 16 p. 100, mais en imposant une amende considérable sous forme de versements d'intérêts. Cette attitude est gravement préjudiciable aux chefs de petites entreprises de ma circonscription aussi bien qu'à ceux du Canada tout entier.

A cet endroit, quelques petits entrepreneurs veulent former un comité pour s'opposer à la Banque fédérale de développement. Le ministre veut-il nous dire ce qu'il entend faire pour que la Banque se plie davantage aux besoins des petits entrepreneurs en vue les aider à la longue à se remettre sur la voie de la reprise? Est-il disposé à lutter pour obtenir les mêmes résultats auquel s'attend le ministre des Finances lorsqu'il parle d'aider les propriétaires à renégocier leurs emprunts? Que fera-t-il à propos de cette banque de l'État qui nuit tellement au milieu des affaires?